

Marche ou crève

Tribune – Edito – Ndimby A. – 21/12/09

Les latinistes cultivés (ou de cuisine) diraient : « *Alea jacta est* », le sort en est jeté. Et dans certains quartiers populeux, les marbrés à tempérament de voyou diraient : « *zé tsy faly mibotsina razoky aaaa. Tairo zé tairina, fa re'fa rovitsa zairina aaaaa* ». Car tous s'accorderont à dire qu'avec ses récentes décisions, Andry Rajoelina joue à « quitte ou double » avec le reformatage unilatéral de l'échiquier politique qu'il veut imposer. *Primo*, il veut être le seul à pouvoir se faire appeler « Monsieur le Président », titre lié à un fauteuil mal acquis mais qu'il espère lui profiter longtemps. *Secundo*, il met en place un gouvernement qui n'est reconnu que par lui, ses sbires et ses griots. *Tertio*, à partir de la seule vision de cette fine équipe, il trace sa propre feuille de route pour la sortie de crise.

Conclusion des courses : on est exactement retournés à la même situation qu'entre le 17 Mars et Juillet 2009, avant que ne s'enclenche la série des Maputo. On a affaire à un pouvoir issu d'un coup d'Etat appuyé par les militaires, non reconnu par la Communauté internationale, et bâti sur des fractures béantes au sein de la société malgache. Retour à la case départ : méthode bizarre pour quelqu'un qui dit incarner le futur de la Nation.

Forcing à la mauritanienne

Concrètement, où en est-on ?

D'une part, en publiant depuis vendredi une série de décrets, Monsieur Rajoelina a balayé du revers de la main tous les acquis de Maputo (1 et 2) ainsi que d'Addis-Abeba. Or, ce sont ces textes qui donnaient une assise juridique à son pouvoir. En les rejetant, il redevient donc ce qu'il était le 17 mars 2009, car au moins les Accords de Maputo traçaient un cadre de tolérance à son putsch. Les institutions décidées consensuellement pour être inclusives sont donc passées à la trappe, dans l'objectif sournois d'ôter toute envergure officielle à Albert Zafy et Mamy Rakotoarivelo. Si le Conseil national de la réconciliation a tout simplement disparu, les autres ont été remplacées par de nouvelles institutions nées d'une masturbation intellectuelle collective des membres du pouvoir hâtif, quoique l'utilisation du terme intellectuel soit ici un peu présomptueuse. Le Congrès de la transition est donc remplacé par l'Assemblée nationale (à élire dans trois mois), la Haute cour de la transition par la Haute cour constitutionnelle, et la nomination d'Eugène Mangalaza comme Premier ministre de consensus a été abrogée. L'anthropologue a donc été remplacé depuis dimanche par le colonel Albert Camille Vital. Cette nomination d'un Saint-Cyrien est-elle téléguidée par le grand *bwana*, et décidée sous le feuillage de l'arbre à gland ? En tous cas, de la part d'Andry Rajoelina, c'est un signe de confiance envers les militaires, voire d'appel au secours en dernier recours. Mais c'est aussi un message d'avertissement envers l'opposition.

En clair, le camp Rajoelina a décidé de revenir à une approche autiste de la gestion de la vie nationale, sous l'ombrelle bienveillante de la Haute autorité de la transition, trop heureuse de revenir aux affaires. D'abord, par la mise en place de son propre agenda de sortie de crise, en imposant des élections législatives le 20 mars. Celles-ci sont pourtant une fausse solution, car elles s'attaquent à un faux problème en bottant en touche et en translatant les vraies questions au sujet du maintien de Rajoelina au pouvoir. Ensuite, par la mise sur pied d'une transition monocolore avec des structures à sens unique pro-TGV pour pouvoir caser les copains et les coquins. Les forêts de bois de rose (s'il en reste) applaudissent de toutes leurs branches. Notons que le schéma que tente de mettre en place Monsieur Rajoelina est un *forcing* calqué sur le modèle de la Mauritanie, à la seule différence près que les mauritaniens sont directement passés à la présidentielle. Là-bas, le pouvoir putschiste a également organisé des élections bidon, sévèrement critiquées par l'opposition comme non transparentes, non fiables et non équitables, mais que la communauté internationale s'est empressée de reconnaître, plus par lassitude que par conviction.

D'autre part, dès leur retour de Maputo, les trois mouvances ont légitimement et naturellement refusé les récentes décisions de Monsieur Rajoelina. Elles ont donc annoncé quant à elles un comportement dans la logique des Accords de Maputo, qui restent pour elles le cadrage constitutionnel. Le Professeur Mangalaza reste Premier ministre, et les trois mouvances vont nommer les membres qu'elles estiment leur être dues dans le Gouvernement. En outre, la liste des membres de leur quota au sein du Congrès de la transition au quota des institutions transitoires prévues par Maputo a commencé à être annoncée par voie de presse. Le Congrès de la transition est donc appelé à tenir une réunion préliminaire le 22 Décembre à Tsimbazaza.

Cela augure déjà d'une ambiance intéressante pour cette semaine qui commence, car dans la logique du camp Rajoelina, le Congrès de la transition n'existe plus. Son chef Mamy Rakotoarivelo, pourtant nommé de manière consensuelle lors de Maputo 2, risque donc d'être accusé d'usurpation de fonctions, et les membres nommés par les trois mouvances risquent de se voir interdits d'accès manu militari au Palais de Tsimbazaza (qui n'est d'ailleurs pas très loin du CAPSAT). Les pseudo-juristes du régime hâtif ont d'ailleurs agité très rapidement la menace d'utilisation de l'arsenal juridique contre les trois mouvances (association de malfaiteurs, outrage au Chef de l'Etat, entente séditionnelle...). Là encore, je me marre : depuis quand des putschistes ont-ils une quelconque légitimité à invoquer la loi, après l'avoir eux-mêmes foulée aux pieds sans honte ni scrupules quelques mois auparavant ?

Ainsi, on a donc deux logiques qui vont s'affronter. La seule chose que l'on espère est que l'affrontement se cantonnera au domaine des idées.

Echiquier bipolaire

On retiendra de la déclaration musclée du Président Zafy que les trois mouvances comptent procéder à l'installation des ministres qu'elles auront nommés. Imaginons un instant ce qui va se passer dans la tête de certaines personnes. Celles qui sont hyperactives dans le business du bois de rose ; celles qui ont le pouvoir d'imposer à certaines sociétés (dont l'Etat est actionnaire) des fournisseurs étrangers qui surfacturent éhontément leurs prestations ; celles qui ont par leur simple signature le droit d'accorder licence ou exonérations ; celles qui goûtent enfin au prestige de la République après des années de dèche ; etc. Ces gens-là vont naturellement encourager Andry Rajoelina dans son extrémisme unilatéral, dans le but de protéger leur vision très personnalisée de l'intérêt supérieur de la Nation.

On notera également que des militaires ont protégé les délégations des trois mouvances lors de leur retour, aussi bien à Ivato qu'au Carlton. Cela signifie qu'une partie de l'armée a choisi de montrer son désaccord avec les méthodes des mutins qui ont porté Andry Rajoelina au pouvoir, sans nécessairement être supporteurs des trois mouvances. En outre, rappelons le courage des neuf colonels qui ont récemment osé dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Autrement dit, les bidasses ne sont plus seuls au monde à exprimer leurs opinions pro-Rajoelina. Cela peut être rassurant, car montre que finalement ce ne sont pas tous les militaires malgaches qui ont une *kalachnikov* à la place du cerveau et que certains ont encore gardé un certain sens des valeurs. Mais cela peut être inquiétant, car l'existence affichée de deux pôles au sein de l'armée peut conduire aux pires extrémités.

En effet, de cette situation peuvent découler deux possibilités. Soit l'existence d'anti-bidasses va calmer ces derniers, un peu comme le principe de la dissuasion nucléaire : on se tient tranquille car le camp d'en face a aussi du répondant. Soit cela va finir par conduire à des affrontements entre militaires, ce que (presque) personne ne souhaite. Car n'oublions pas que certains esprits tordus ont toujours agi en montrant que pour eux, la fin justifiait les moyens. Même s'il faut fabriquer des martyrs pour faire avancer la cause d'une révolution sordide, et assassiner des milliers d'entreprises et d'emplois. N'oublions pas qu'il y a des malins qui traînent leurs guêtres dans la classe politique depuis le 10 août 1991 à ce jour, en passant par le 7 février 2009.

Andry Rajoelina joue ses dernières cartouches, et semble avoir fait sien le dicton « marche ou crève ». Il va donc tenter de s'en sortir tout seul avec son clan, et a choisi de faire fi d'un consensus national et international sur son pouvoir. Quelque part, il n'avait de toute façon plus beaucoup de choix, et pour tenter de sauver les meubles, il se devait de remettre la balle dans son camp. Toutefois,

les mêmes causes produisent les mêmes effets. Cette approche n'a donc aucun espoir de recevoir l'adhésion de l'opposition nationale et de la communauté internationale, sans oublier que de plus en plus l'opinion publique s'irrite de voir que le régime Rajoelina n'est finalement pas très différent du précédent. En particulier, la décision d'empêcher le retour des délégations de Maputo III a été formidable de bêtise humaine et tactique, car a illustré clairement la mentalité des dirigeants actuels. Mais l'anecdote a aussi montré que les grands nationalistes au pouvoir actuellement filent droit dès que *bwana* fronce les sourcils. Cependant, Monsieur Rajoelina a choisi de marcher envers et contre tout et tous pour mener à bien son rêve, celui de se faire appeler Président. Et il a aussi fait le choix pour d'autres, en particulier ceux qui dépendent de l'AGOA : eux, ils peuvent crever. Les fêtes de fin d'année et le *taom-baovao* promettent d'être d'une ambiance mémorable, grâce à super-DJ.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Marche-ou-creve,13244.html>